

ANCHA

AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

No. 33

Juin 1978

25¢



**CLOTARIO BLEST
CONTINUE LA LUTTE
POUR LES INTÉRÊTS DES
EXPLOITÉS ET DES
OPPRIMÉS DE
NOTRE PEUPLE.**

ANCIEN DIRIGEANT SYNDICAL,
FONDATEUR DE LA CENTRALE UNIQUE
DES TRAVAILLEURS DU CHILE (CUT)

— L'UNITE DES
FORCES ANTIFASCISTES
CHILIENNES SE RENFORCE

— LA SANTE AU CHILI

— CELEBRATION COMBATIVE DU
PREMIER MAI
DANS LES RUES
DE SANTIAGO

— PROPAGANDE
DE LA RESISTANCE

40p. 8851

Editorial:

Toutes les nouvelles qui arrivent du Chili montrent l'affaiblissement progressif de la Junte militaire fasciste, toujours plus isolé des groupes et secteurs qui l'ont appuyé au début et abandonnée par ses maîtres impérialistes qui cherchent avidement un remplaçant plus efficace et moins mal vu par l'opinion publique internationale. Les efforts désespérés de Pinochet pour améliorer son image ne peuvent convaincre personne et le projet des impérialistes américains de remplacer Pinochet et sa Junte par un "coquetel" de militaires avec Frei et la Démocratie chrétienne (DC) est connu de tous.

Face à cette situation, deux positions, deux alternatives se présentent au mouvement populaire chilien, qui se manifeste tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. D'une part, l'opposition bourgeoise à la Junte, dirigée par Frei, développe tout type de manoeuvre pour faire réussir l'opération "remplacement de Pinochet", en comptant sur la collaboration directe des secteurs réformistes de la gauche chilienne et de ses vieux politiciens sans-lustre qui cherchent à "s'accomoder" avec les secteurs droitiers de la Démocratie chrétienne.

D'autre part se réalise la convergence des différents secteurs révolutionnaires des partis de gauche, qui en se débarrassant des secteurs opportunistes cherchent dans l'unité des révolutionnaires

la voie de la libération véritable du peuple chilien.

Ce n'est sûrement pas Monsieur Jimmy Carter qui mettra fin au régime d'oppression et d'exploitation des travailleurs, installé au Chili par l'impérialisme. Ce sera seulement la lutte du peuple chilien, dirigé par ses secteurs d'avant-garde. Ce sont précisément ces secteurs d'avant-garde de la gauche chilienne représentés par le Parti socialiste (Coordination nationale des Régions), le MAPU, la Jeunesse Radicale Révolutionnaire (Troisième Congrès), le MIR et le Parti Communiste Révolutionnaire du Chili (PCR) et d'autres, ceux qui luttent contre les manoeuvres de l'impérialisme, comme le "chat gris", "changer certaines choses pour que tout continue ainsi", remplacer Pinochet, mais continuer la répression et l'exploitation brutale du peuple.

Le **Front du Peuple**, qui aspire à l'unité de tous les secteurs qui désirent non seulement remplacer Pinochet, mais aussi en finir avec la politique de famine, de misère et d'oppression imposée par l'impérialisme et la bourgeoisie monopoliste, salue plein d'espoir cette convergence qui se manifeste parmi ces secteurs importants du peuple, et les presse de poursuivre leurs efforts unitaires, pour impulser le développement d'un large Front unique qui ait pour perspective finale la réelle et définitive libération du peuple chilien.

* * *

Le Premier Mai à Santiago: Le peuple lutte dans les rues

Le Premier mai 1978 restera inscrit dans l'histoire de la lutte révolutionnaire du peuple chilien en gros caractères. Et c'est parce que son contenu dépasse aujourd'hui plus que jamais les cadres de l'hommage purement formel aux Martyrs de Chicago, que certains voudraient peut-être lui donner.

Ce fut, en cette Journée des Travailleurs, la première fois que les ouvriers, les étudiants, les employés, les femmes etc. descendirent dans la rue de façon massive et concentrée pour manifester leur protestation, leur haine de la dictature, leur promesse envers ceux qui sont tombés en chemin, leur décision de lutter.

C'est ainsi que les sections les plus combattives des masses de Santiago, ont manifesté le Premier mai dans les rues de la capitale. En premier, en se rassemblant en petits groupes aux coins des rues du centre: ensuite en avançant résolus vers les lieux de convergence (surtout sur l'Alameda, dans les environs de l'église San Francisco). Les consignes exigeant **Pain, travail, terre et liberté** furent lancées en même temps qu'on exigeait de la dictature de connaître l'endroit de détention et le sort des prisonniers "disparus".

La répression policière ne se fit pas trop attendre. Des centaines de carabiniers fortement armés attaquèrent les manifestants en les frappant à coup de bâton, sans égard à l'âge ni au sexe de leurs victimes. L'exemple peut-être le plus connu et significatif de cette féroce répression fut le cas de **Clotario Blest**, ancien dirigeant syndical, fondateur de la Centrale unique des Travailleurs du Chili (CUT) et fidèle défenseur des intérêts des travailleurs. Dans des entrevues données à la presse au Chili, le camarade Clotario déclara peu de jours après: "Ils m'ont donné des coups de pied et m'ont frappé comme jamais dans ma vie syndicale de 60 ans. J'ai participé à des centaines de manifestations et jamais ces individus ne m'avaient

frappé aussi brutalement. Et ils ont encore le cynisme de ne pas enregistrer que j'ai été détenu quatre heures et les 200 autres personnes qui étaient au commissariat sont mes témoins."

Clotario Blest a 79 ans.

Au total, plus de 600 personnes furent détenues ce jour-là à Santiago; parmi elles il y avait certains syndicalistes étrangers (européens) qui étaient accourus aux manifestations, ainsi que des personnes de diverses occupations: trois prêtres de nationalité belge, quatre musiciens hollandais, une religieuse, un journaliste américain, une citoyenne suédoise, une argentine, une belge, un irlandais. Tous les détenus, étrangers et chiliens furent mis en liberté par la suite après un interrogatoire rigoureux.

Le jour même de la manifestation, 6 bombes de fabrication domestique furent placées et ont explosées en divers endroits de Santiago. Celles-ci ont affectées un dirigeant de la firme Chiprodal, le directeur de la Direction de l'Industrie et du Commerce (DIRINCO), un avocat, commandant juridique du général Luis Danusse, un industriel, le siège de la First National City Bank du centre de la ville et le Supermarché Almac du secteur Irarrazaval. Les seuls blessés furent les 2 membres des services d'intelligence fasciste qui tentaient de les désamorcer lorsque les bombes sautèrent. Il est évident que ce ne fut pas un bon jour pour les fascistes. Pour le peuple du Chili par contre, malgré qu'il souffre comme jamais de la faim, de la répression, de la misère, de l'obscurantisme et de l'injustice, ce fut un brillant jour, car il réaffirma sa confiance en ses propres forces, en la certitude de son triomphe et dans la fin désastreuse qu'il connaîtra et dans un avenir pas trop lointain, le tyran et ses acolytes.

* * *

Avis

.. La 2e Rencontre internationale et populaire de la jeunesse aura lieu entre le 5 et le 15 août à Peniche (Portugal). La Rencontre comprendra entre autres des activités de théâtre, de sports, de musique, des concours, des forums, du cinéma, etc. Pour plus d'informations sur l'organisation ou la participation à ce camp, écrire au casier postal d'ANCHA.

Propagande de la Résistance

Nous reproduisons ci-dessous au complet un article intitulé: "A propos de l'autofinancement", publié au Chili par le périodique clandestin "El estudiante" (no 7, mai 1978), organe du Front universitaire de Concepcion:

"Progressivement à partir de 1973 suite au coup d'Etat fasciste, qui a porté au pouvoir les forces armées réactionnaires et l'oligarchie nationale, alliés fidèles de l'impérialisme américain, divers institutions et organismes tombèrent immédiatement entre les mains des militaires fascistes pour être mises au service de ses desseins et intérêts de classe. Parmi ces institutions, auxquelles nous nous référons, les universités du pays ont été parmi celles qui ont souffert le plus violemment les assauts de la 'gestion directrice'.

"Les manifestations de ces politiques archi-réactionnaires sont de natures diverses. Parmi celles-ci, la politique de l'auto-financement universitaire est celle qui reflète le plus l'étranglement économique auquel on soumet les étudiants.

"Ceci est appliqué à travers de subtiles manoeuvres, parmi lesquelles on peut citer à titre d'exemple:

"— La diminution constante des contingents des disciplines universitaires, accompagnée du nombre élevé d'abandons dans l'enseignement secondaire. Seulement 30% des étudiants qui font une demande dans les universités du pays, peuvent accéder à l'enseignement supérieur. Le reste doit chercher parmi les autres sources d'instruction professionnelle, ou simplement se passer

d'éducation et augmenter le nombre très important de chômeurs qu'il y a au pays.

"— Le prix élevé injustifié que doivent payer ces camarades de l'extérieur de la ville pour habiter dans les résidences universitaires, résidences qui originellement avaient pour fonction de donner abri aux étudiants modestes, sans aucun frais. Aujourd'hui, elles ne se différencient en rien des pensions les plus lucratives.

"— La participation de l'économie privée qui bénéficie des découvertes scientifiques de l'Université, pour des coûts minimes par rapport aux profits élevés qu'ils tirent de leur application à la production. Cette politique lie en grande mesure, matériellement et idéologiquement les universités aux couches de l'oligarchie nationale, maîtresse de la gestion politique et économique à travers son principal pantin, les forces armées fascistes.

"Camarade, c'est ainsi à grands traits que sont dirigées les affaires universitaires. De cette façon, les maisons d'étude supérieures, dont la fonction devrait être de servir le peuple, sont mises au service de la minorité dominante et à l'encontre de la large majorité."

El estudiante reproduit ensuite quelques articles où sont dénoncées les activités réactionnaires de "dirigeants étudiants" imposés par les fascistes. A la fin, un appel est lancé aux étudiants de se joindre au travail de la Résistance.

* * *

Artistes antifascistes

Durant le mois d'avril, est apparu clandestinement au Chili un nouveau périodique de la Résistance. Cette fois, il s'agit de *Rideau Rouge*, édité par les "artistes de la Résistance" qui expliquaient dans leur premier éditorial: "Dans les durs moments que nous vivons sous la botte fasciste, représentant de la grande bourgeoisie et de l'impérialisme américain, il devient nécessaire de fournir au peuple et à ses organisations légales, semi-légales et clandestines, un Bulletin culturel où soit exprimé le sentiment, les créations et la force des artistes de la Résistance."

Rideau Rouge reproduit dans son premier numéro une courte

pièce de théâtre, facile à monter, des chants et poèmes de la Résistance, une entrevue avec un jeune folkloriste, une Plateforme de lutte dans l'éducation et la culture, un article intitulé: "L'art dans la période actuelle", en plus de divers articles d'intérêt politique général.

ANCHA salue l'initiative de ce groupe d'artistes antifascistes, en leur souhaitant un travail fructueux et en leur offrant ses pages pour faire connaître à l'extérieur la lutte que mène la Résistance et le peuple en général au Chili contre l'obscurantisme fasciste.

* * *

Propagande de la Résistance

Résistance, organe du Front du Peuple, dans son no. 23 du mois d'avril 1978, à l'occasion du Premier Mai, a publié un article intitulé "Unité — organisation — lutte!" que nous reproduisons en entier pour nos lecteurs.

Premier Mai, journée internationale des travailleurs. Pour les fascistes, et les vendus aux patrons, ceci est un jour de festin, pour les ouvriers, c'est une journée qui a une signification importante où ils se rappellent les luttes qu'ont livrés les ouvriers de Chicago contre les réactionnaires pour obtenir la journée de huit heures de travail et cesser d'être une de tranquillité. Pour la Junte fasciste cette journée doit en être une de tranquillité, d'"Unité nationale", ceux-ci tentent d'asseoir notre peuple avec des activités démagogiques. Notre peuple ne se laisse pas gagner, seuls **L'Union, L'organisation, et la lutte** est le souvenir.

Les actions combattives sont de rendre un hommage révolutionnaire aux ouvriers de Chicago et à tout ceux tombés dans le monde pour **lutter** contre les ennemis des peuples. **Camarades nous sommes là!**

"Ce sera maintenant au verdict populaire de dire que la guerre n'est pas terminée pour si peu," furent une des dernières phrases du martyr de Chicago condamné à la pendaison par le "capital américain". Pour nous Chiliens, qui aujourd'hui sommes sur un pied de guerre contre les représentants de qui en 1886 ont enlevés la précieuse vie des ouvriers qui menaient une juste lutte, cette grande lutte est un bon exemple que nous avons appris et que nous n'oublierons pas. Les exploités ne font jamais de cadeaux, les fascistes nous nient. Ces fascistes, quand ils voient leurs intérêts menacés utilisent la violence et la démagogie; ceci les fascistes le font et continueront à le faire au Chili, mais le peuple ne se laissera pas dompter. Nous avons d'innombrables exemples d'actions

contre la Junte. Le peuple lutte sans vaciller contre le défaitisme, la quiétude, le conformisme que veulent implanter certains qui se disent 'amis' et que 'luttent' en faveur du peuple.

L'impérialisme et ses représentants exploitent les armes à la main; dans tous les coups d'Etat réalisés à travers le monde, il y a eu des balles et des morts. Pour nous opposer à leurs méthodes, nous devons les affronter avec force et les armes à la main. Ce Premier Mai doit nous faire réfléchir sérieusement, nous devons prendre avec sérieux et dans toute leur valeur ce que nous ont légués les **Martyrs de Chicago**, nous devons analyser les **luttés** que les peuples livrent contre l'impérialisme. Nous devons être toujours plus optimistes dans la lutte unitaire qui se forge au Chili pour **renverser la Junte militaire fasciste et expulser l'impérialisme américain**. Les comités ouvriers clandestins, les comités de résistance, les comités antifascistes, les noyaux de résistance universitaire, et du secondaire sont quelques-uns des organismes du Front du Peuple qui se dressent dans la lutte contre la Junte.

PAIN, TRAVAIL, TERRE, LIBERTE!

VIVE LE PREMIER MAI!

* * *

A l'occasion du Premier Mai, le tract suivant a été distribué dans les environs de Santiago.

Premier Mai, Journée des Travailleurs

Célébrons avec une force prolétarienne ce Premier Mai!

Actions à réaliser:

— Organises des groupes clandestins de 3 à 5 ayant pour but de réaliser de la propagande, du sabotage, des attentats et des manifestations contre la tyrannie.

— Fais des graffitis à la plume dans les cabinets de toilette.

- Ecris le symbole de la Résistance: **(R)**
- Rédiges sur papier le problème qui existe dans ton usine ou dans ton quartier, lance l'appel au peuple de s'unir et de lutter pour celle-ci, fais-en des copies et distribue-les, obtiens la participation de plus de camarades dans cette tâche.
- Organises avec des camarades de confiance des syndicats, des rassemblements de voisins. Fais-y participer le maximum de camarades. Gagnes-toi la confiance des gens pour obtenir leur appui et renverser les dirigeants jaunes et vendus à la dictature.
- Prends contact avec les camarades du même secteur pour réaliser des actions conjointes: débrayages de quelques minutes, boycottages, protestations, grèves, etc.
- Reproduis et distribues parmi tes camarades la propagande

antifasciste. Commente avec eux ce tract, ceci te servira pour savoir sur quels camarades tu peux compter. Lutte avec optimisme: comme le firent les mineurs de El Teniente, fais leur savoir que le peuple uni dans le même combat sera plus puissant que tout le pouvoir. **Notre triomphe tardera moins si nous continuons et développons notre lutte. La force du peuple est invincible.**

**MARTYRS DANS LA LUTTE DU PEUPLE . . . NOUS SOMMES LA!
LA LIBERATION DES TRAVAILLEURS DEPEND DES TRAVAILLEURS
EUX-MEMES!**

Front du Peuple (F.P.)

* * *

L'unité de la Résistance s'affermi

A l'occasion du Premier Mai, les Noyaux de Résistance universitaire (NRU) du Front du Peuple et les Comités de Résistance populaire (CRP) du campus Oriente de l'Université du Chili, ont organisé conjointement une action de propagande, en distribuant des tracts, que nous reproduisons ci-dessous:

"En ce Premier Mai, organisons l'unité ouvrière-étudiante et la résistance active contre la dictature" CRP-NRU

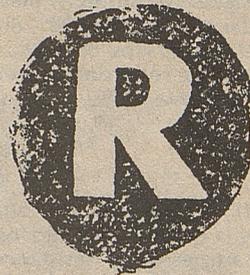
"En ce Premier Mai, luttons:

- contre l'autofinancement à l'université;
- pour le pain, la terre, le travail et la liberté;
- pour obtenir l'unité ouvrière-étudiante

*Comité de Résistance populaire (CRP)
Noyaux de Résistance universitaire (NRU) du
Front du Peuple*

* * *

En ce Premier Mai, au Chili, des centaines de milliers de tracts furent distribués contre la dictature. Des copies des tracts signés par le Front du Peuple, sont arrivés à ANCHA, qui appellent à la lutte pour la liberté syndicale, ainsi que d'autres tracts signés par les Comités antifascistes des enseignants (CAFEM) et maints autres signés par des Comités de résistance, que nous ne pourrions pas reproduire pour des raisons d'espace.



PCR du Chili

Le comité régional de Concepcion du Parti communiste révolutionnaire (PCR) a publié récemment un tract dénonçant les mesures réactionnaires appliquées par l'Office de Planification nationale (ODEPLAN). A cause de l'importance de la dénonciation, nous publions le texte complet du tract miméographié qui nous arrive du Chili

Défendons nos conquêtes ouvrières!

Les technocrates d'ODEPLAN, sous les ordres de Pinochet et répondant fidèlement à la poignée de latifundistes et grands industriels liés aux clans financiers connus, (les Matte, les Vial, etc.) ont "découverts" une baguette magique qui convertira le chômage en emploi. Leur maléfice se nomme: "Plan d'urgence pour la promotion de l'emploi et l'efficacité dans l'action sociale", qui a pour but "d'éliminer les distortions du marché du travail, stimuler l'investissement et parvenir à une meilleure aide aux nécessiteux".

Passons brièvement en revue les mesures proposées par ce Plan.

Dans son introduction, il reconnaît que le "non-emploi" se maintient à des niveaux anormalement élevés (plus de 13 pour cent dans le grand Santiago), malgré le plan d'Emploi minimum et d'autres mesures qui n'ont fait que cacher un chômage plus fort. Ils notent que ceci "pourrait en arriver à devenir une source potentielle d'intranquillité sociale et politique", surtout parce que cela montre au grand jour la grave crise qui affecte l'économie capitaliste dépendante du pays.

La première mesure est l'"élimination des cotisations de prévision", c'est-à-dire des impositions patronales. Selon ces "cerveaux", ceci engendre une "hausse artificielle" du coût de la force de travail, qui fait obstacle à l'embauche. Le Plan se réfère seulement aux cotisations patronales, car nous supposons que les travailleurs vont continuer à cotiser. Les impositions patronales seraient financées par le fisc ou avec des impôts. Aussi, le Plan d'emploi minimum et le subside à l'embauche seraient éliminés.

Ils soulignent l'"urgence de la réforme des prévisions", en suspens depuis 1975 à cause du scandale des Finances. Ils prétendent réformer les Prévisions en faillite à cause de la crise économique en supprimant toute prévisions. Cette réforme signifie le vol des fonds de prévision (desquels dépend notre santé familiale et la retraite) pour les donner aux banques et aux financiers. Ainsi,

les monopoles industriels et fonciers accroîtraient leurs capitaux; industries, latifundias, etc. Ils veulent "stimuler l'investissement" avec nos fonds de prévisions. Un autre aspect de cette réforme est la retraite à 65 ans. Au Chili, la moyenne de vie est autour de 70 ans; il est bien connu que nous les travailleurs sommes pauvres et que notre espérance de vie est inférieure à cette moyenne, à cause de l'alimentation insuffisante, de l'épuisement excessif, des accidents de travail, etc. C'est-à-dire que nous mourons en travaillant. Les technocrates, faux comme des jetons, veulent empocher notre retraite, la seule chose que nous pouvons toucher à la fin de nos vies.

Selon eux, le salaire minimum est aussi une entrave à l'emploi; pour cette raison, on va l'éliminer. Dans l'immédiat, ils proposent: "d'éliminer l'instance d'avis en cas de renvoi pour les nouveaux employés, en les rendant automatiques" et de "réduire l'indemnisation en cas de renvoi d'un mois à une semaine par année de service." Avec cela, tout ce qu'ils augmenteront, c'est le chômage. Les déclarations qui disent que les conquêtes ouvrières seront respectées, ne servent à rien. Une fois le Plan approuvé, peu il en coûtera aux patrons de congédier sous un prétexte quelconque le plus grand nombre d'ouvriers, pour les réengager selon les nouvelles règles du jeu. Ceci est une nouvelle attaque contre les travailleurs, en particulier contre les ouvriers et les paysans.

Mesures dans l'agriculture:

"Autoriser l'opération de sociétés anonymes dans les campagnes." "Eliminer la restriction de la dimension maximum de 80 hectares dans la campagne (expropriativité)" en prenant comme moyen de ne pas comptabiliser dans ces 80 hectares les terres dédiées aux plantations fruitières, à l'élevage, aux plantations forestières, etc. C'est-à-dire retourner aux latifundias d'avant la Réforme agraire.

"Droit de propriété" dans les villages indigènes. C'est-à-dire rendre des parcelles peu productives aux paysans mapuches sans accès ni au crédit, ni à l'aide technique, des terres qu'ils devront nécessairement vendre aux latifundistes pour subsister.

Le Plan propose d'autres mesures de la part de l'Etat destinés à

faciliter l'exploitation monopoliste dans toute autre activité de l'économie.

Les mesures proposées par le Plan sont un résumé des aspirations largement caressées par les grands exploiters nationaux. Ils ont mobilisé leurs pions obéissants d'ODEPLAN pour les présenter comme projet de loi avant que la dictature fasciste ne soit jetée à la poubelle de l'histoire. De plus, hypocrites, ils prétendent faussement créer de l'emploi pour déclarer nulles toutes les conquêtes ouvrières gagnées à travers des grandes luttes et sacrifices répétés du prolétariat et du peuple.

Les capitalistes et leurs serviteurs violent continuellement ces conquêtes, en particulier depuis le coup d'Etat, tirant profit de la dictature pour les rendre hors-la-loi.

Le chômage peut seulement être éliminé en créant plus d'industries, en construisant plus d'ouvrages, en cultivant les terres. Jamais les capitalistes ne pourront l'éliminer, jamais tant qu'existera la propriété d'une minorité sur les moyens de production et une classe ouvrière "qui ne vit que si elle trouve du travail, et qui n'en trouve que si le travail enrichit le capitaliste". Le chômage est un des maux de la société actuelle, qui nous accompagne comme une ombre. Quand ils nous embauchent et quand ils nous mettent à pied, les bourgeois ne pensent qu'à leurs intérêts. De plus, ils utilisent ceci en chantage contre ceux qui se lèvent dans la lutte.

Actuellement, il y a 500,000 chômeurs au minimum dans le pays, de chacun desquels dépendent au moins trois personnes; ce qui signifie 2 millions de personnes qui n'ont pas de quoi subsister, qui meurent de faim. Si nous osons lutter, nous pouvons mobiliser des forces très supérieures à celles que nous opposent nos ennemis de classe.

Unissons-nous pour discuter et répudier ce Plan ultra-réactionnaire dans les industries, dans les écoles, dans les quartiers

et organisons des mobilisations répétées contre son application.

Organisons des comités de lutte avec les camarades de confiance pour qu'ils dirigent les actions.

Utilisons les ralentissements de travail, les débrayages, les grèves, la propagande sur les murs des rues et des industries, tenons des réunions pour organiser la défense des travailleurs et de leurs droits, organisons plusieurs manifestations rapides, mais nombreuses.

UNITE ET ORGANISATION POUR RENVERSER LA DICTATURE ET COMBATTRE L'IMPERIALISME AMERICAIN!

FAISONS DE CE PREMIER MAI, UNE JOURNEE DE LUTTE, DIGNE DES MARTYRS DE CHICAGO, UN PREMIER MAI DE COMBAT ET NON DE FETE!

LE PEUPLE ARME NE SERA JAMAIS ECRASE!

Parti Communiste Révolutionnaire
Comité régional de Concepcion

* * *

Récemment a paru en livre des "Editions M-L" du Chili, contenant la reproduction de 50 numéros d'El Pueblo dans la clandestinité en espagnol. Les personnes intéressées à se le procurer, peuvent le faire en envoyant un chèque de 20 francs à la boîte postale d'ANCHA au nom de Bernard Guerrien; ou envoyer un chèque ou mandat poste au montant de \$5.50 au Centre national de Publications, B.P. 727, station Adelaide, Toronto, Ontario, Canada.

Parti socialiste du Chili (Coordination nationale des régions)

Répondant à l'appel qu'a lancé du Chili la Direction de la Coordination nationale des régions du Parti socialiste du Chili, s'est tenu en France, les 15 et 16 mai passés, une **Réunion mondiale des militants socialistes à l'étranger** à laquelle ont assisté des représentants d'organisations du PS(cnr) de 23 pays. A cette

réunion, ont été tenues d'importantes discussions politiques, reliées en particulier avec le travail à l'étranger du Parti et au bilan du travail général. La réunion a élu de plus un Comité extérieur du PS(cnr), formé de 7 personnes, qui a un caractère provisoire jusqu'à sa confirmation par la Direction de la Coordination au Chili.

La santé au Chili

Le problème de la santé est un aspect qui préoccupe sérieusement de vastes couches du peuple chilien. Et ceci n'est pas dû seulement au fait qu'actuellement se sont détériorées les conditions de vie des chiliens, produit de l'exploitation et de la misère à laquelle les a soumis le régime fasciste, mais aussi aux changements qu'ont réalisés les autorités fascistes du Ministère de la Santé.

Ces changements que réalise subrepticement le Ministère de la Santé sont destinés à faire passer graduellement le contrôle et la gestion des hôpitaux et des consultations au secteur privé. De cette façon, le Service national de la Santé, qui se chargeait de la direction de la totalité des hôpitaux et consultations, est remanié, amenant de cette façon des fonctionnaires et des employés à se voir condamnés au chômage et ce qui est le plus grave, à l'obligation de payer les consultations médicales, y compris pour ceux qui auparavant jouissaient de la gratuité de ces services, comme c'est le cas des impotents de la Sécurité sociale et autres bénéficiaires du Service national de Santé, entre autres les employés municipaux, les marins de la Marine marchande, les accidentés du travail, les employés même du Service national de Santé, les indigents, etc.

L'expérience du transfert de ces services au secteur privé a commencé en janvier 1976. A cette date, trois consultations de la commune de Maipu (région métropolitaine) furent remises à la "Corporation nationale privée de développement social", qui comprend des représentants de toutes les sections de la Confédération de la Production et du Commerce patronal.

Cette "cession" fut gardée dans le secret absolu par le Ministère de la Santé jusqu'à la fin de février de cette année, quand quatre autres consultations passèrent aux mains de cette entreprise. Cette fois il s'agissait de deux consultations situées dans la zone centrale de la santé de Santiago, les numéros 1 et 5, et les consultations "los

Nogales" et "lo Valledor Norte".

Mais on sait aussi que ce n'est pas seulement à Santiago que ces cessations se sont produites. Elles se sont produites également à San Bernardo, los Cerrillos et dans le sud du pays. Les hôpitaux du Pucon et de Puerto Varas sont aussi entre des mains privées. D'autres s'apprentent à passer dans les mains avides de ces nouveaux entrepreneurs de la santé.

Il est facile d'imaginer l'attention portée aux patients lors des consultations et dans les hôpitaux lorsque l'objectif n'est pas de donner une assistance médicale mais l'obtention du profit. Ceci, selon les déclarations d'Egon Buchwald, directeur exécutif de la "Corporation", publiées dans *El Mercurio*, mercredi 22 février 1978, où il dit: "Le principal dans le système qu'applique la Corporation est l'administration des consultations selon un critère d'entreprise."

A partir de cette définition on peut s'attendre à tout. Ce qui est scandaleux de plus, c'est que l'Etat continue à remettre des fonds pour couvrir les dépenses de ces établissements, ce qui selon Buchwald signifie: "Nous en disposons avec des méthodes techniques, nous recherchons un coût moindre." Un coût moindre qui se traduit par l'exigence de tarifs officiels élevés et le paiement des consultations pour les couches les plus défavorisées de la population.

La valeur d'une consultation médicale dans ces cabinets de médecin ou hôpitaux est de 250 pesos (plus de \$8.00, alors que les salaires équivalent à environ \$50.00 par mois), pour un "particulier" la valeur d'une injection est de 27 pesos.

Qui aujourd'hui dans notre pays peut se payer le luxe de payer ce prix? Les travailleurs de "l'Emploi minimum"? Les chômeurs? Bien sûr que non.

Ce sont les privilégiés qui ont accès à la santé.

Ceci a aussi été démontré dans les faits par les milliers de réclamations qu'a reçu le Service national de Santé pour les coûts excessifs qu'exigent ces cabinets.

Dans ces cabinets, toute personne qui veut être soignée doit payer la consultation qui va de 250 pesos et plus. Ceux qui se sont opposés à ce paiement, alléguant être bénéficiaires du Service national de Santé, n'ont pas été soignés. Cette vague de réclamations provoqua certaines tièdes déclarations du Ministère de la Santé, qui a indiqué qu'on ne pouvait exiger aucun coût aux bénéficiaires et que "les cas dénoncés seraient enquêtés."

Bien sûr les dénonciations et les déclarations sur le non-paiement, seront enterrées et mises dans les archives au bénéfice des marchands de la Corporation nationale privée de Développement social, comme l'a clairement exprimé son directeur au *El Mercurio* qui faisant allusion à ce point a signalé: "Le bénéficiaire doit être soigné gratuitement mais comme la gratuité amène les abus, nous mettons en exécution un système de donation volontaire."

Tous ces aspects iront en s'aggravant à mesure que les hôpitaux et les cabinets continuent à passer à des mains privées, au moment même où les conditions de vie et de santé sont insupportables pour la grande majorité du peuple chilien.

LE PROBLEME SANITAIRE

Le pays compte actuellement un médecin pour 1,500 habitants. Ce chiffre est loin de subvenir aux besoins réels de santé. Aujourd'hui, il y a plusieurs centaines de milliers de personnes qui ne reçoivent pas d'assistance médicale. Ceci s'est manifesté ces dernières années par une recrudescence de la mortalité infantile, que les chiffres mêmes fournis par le Ministère de la Santé pour 1977 établissent à 11 pour 1,000. A ceci s'a joute le chiffre de la malnutrition qui atteint des niveaux allarmants. Un exemple de cela est fourni par les autorités fascistes mêmes, dans un circulaire émis par le Ministère de l'Education il y a quelques mois où il est fait état des enfants d'âge scolaire et qui dit qu'entre 40 et 50% des élèves n'ont pas la capacité de continuer leurs études. Ces enfants, on les qualifie de "déficients et arriérés". Ceci ne reflète-t-il pas l'état de misère pour des centaines de milliers de Chiliens?

Un autre exemple dramatique où peu d'importance est faite de la vie humaine est fourni par un père de famille se référant à l'attention prêté à la revue un hôpital de Temuco. Il fit parvenir sa dénonciation à la revue *Ercilla* et fut publiée dans le numéro 2,222 de mars 1978. La lettre dit:

"Ayant noté des symptômes de maladie chez mon fils unique de 5 mois, mon épouse s'est rendue à la salle d'urgence pour les enfants de l'hôpital régional de Temuco le 20 janvier de cette année, confiante que cet organisme dispensait tout soin nécessaire. Ayant été soigné par un médecin, celui-ci affirma que ces symptômes étaient le produit d'une complication aux testicules. De nouveau le 23 janvier nous sommes retournés pour les mêmes symptômes. Il fut examiné par un autre docteur (une femme) qui nous dit: 'Vous venez très souvent, madame, et son zizi n'a rien.' Le 24 nous avons

insisté au sujet de l'attention médicale portée à l'enfant, qui ne montrait aucun signe d'amélioration. Le quatrième médecin, le 26 janvier, après l'avoir examiné découvrit qu'il avait une bronco-pneumonie, il nous dit: 'Pour quoi ne l'avez-vous pas fait examiner plus tôt?' L'enfant fut interné à l'hôpital et mourut quelques heures après.

"Les questions suivantes me viennent à l'esprit: Peut-être est-ce parce que je n'ai pas eu de Prévion Médicale que les trois médecins n'ont pas pu détecter à temps la maladie? Est-ce la conscience et le professionnalisme des médecins qui disparaîtrait ou peut-être les valeurs humaines se perdraient-elles?" Des cas comme celui-ci sont le quotidien du peuple chilien. A ceci s'ajoutent d'autres faits qui aggravent la santé du peuple. Le Chili compte un faible service d'eau potable. Dans les zones urbaines, l'alimentation en eau potable n'atteint pas 70% et 20% de cette eau est de mauvaise qualité ayant constaté dans plusieurs cas qu'elle était porteuse de graves maladies. Dans les zones rurales moins de 20% de la population est approvisionnée en eau potable.

Dans d'autres services sanitaires, la situation est pire. Le réseau d'égoût n'atteint que 49% de la population urbaine. Tout ce que recueille ce système se déverse aux alentours des villes, dans les rivières, les canaux, dont les eaux sont destinées aux terres irriguées.

Les dépotoirs sont une autre source d'infection. On trouve ceux-ci aux portes des villes à ciel ouvert sans aucune transformation ni mesure hygiénique.

En conséquence de cela, les infections ont augmentées considérablement ces dernières années, les diarrhées aiguës, la fièvre typhoïde, le paratyphus, l'hépatite virale ont battu les records. Seulement en 1977 on a enregistré 12,629 cas de fièvre typhoïde. Les cas d'hépatites ont atteint le nombre de 8,624 la même année. Pour cette année, les chiffres sont estimés à des milliers de cas de plus. Cette perspective et l'augmentation de ces maladies ont obligé les autorités fascistes à interdire par "résolution ministérielle" la consommation et l'approvisionnement de légumes dans les hôpitaux durant le mois de mars de la présente année.

Le gouvernement fasciste et les organismes sanitaires n'ont pas appliqué les moindres mesures de contrôle pour tous les aspects ci-haut mentionnés. En ceci, on en arrive à des limites aberrantes. Une étude réalisée sur des échantillons de plantes potagères cultivées à quelques kilomètres à l'ouest de Santiago montre que 77% de celles-ci sont contaminées par des matières fécales.

Un autre rapport d'une étude faite en 1977, indique que 13% des 168,000 échantillons d'aliments recueillis dans la province de Santiago, dans les usines ou points de vente, contenaient des germes fécaux, des produits chimiques (insecticides) et des matières décomposées.

La liste et l'énumération des faits ci-haut mentionnés nous montre jusqu'à quel niveau la santé du peuple chilien est menacée. Et face à cela, le gouvernement fasciste ne fait pas mieux que de céder au secteur privée, hôpitaux et autres centres d'assistance médicale.

Nouvelles. . .Nouvelles. . .Nouvelles. . .Nouvelles.

LA FAUSSE "AMNISTIE" DE PINOCHET

Selon des nouvelles remises par le ministre de l'intérieur à la fin de mai de cette année, 257 personnes qui actuellement sont en exil auraient fait la demande pour revenir au pays se référant à l'"amnistie" décrétée par la Junte Militaire fasciste (JMF). Le même ministre a déclaré que de ce nombre de demandes, 143 avaient été acceptées, ils en avaient refusé 54, et que l'étude de 60 autres demandes sont en cours.

Parmi les cas de rejet, on retrouve quelques personnalités qui ont participé au gouvernement d'Allende, des ex-dirigeants syndicaux, des étudiants, des parlementaires, etc. Le refus des fascistes se fonde sur le fait que "leur présence sur le territoire compromet la sécurité nationale, parce que leur conduite anti-chilienne à l'étranger a été manifesté". Parmi ces "dangereux" personnages qui compromettent la "sécurité des fascistes" se trouvent par exemple les frères Victor et Franco Andrés Barberis Castex de 14 et 12 ans respectivement.

Ceci démontre clairement la fausseté de cette amnistie dictée par les fascistes qui ont seulement amnistié leurs serviteurs et collaborateurs accusés de délits comme la séquestration, le

maltraitement, la torture, et l'assassinat. Ceux-ci sont les seuls favorisés par cette farce.

Mais ceci n'est pas tout. Se protégeant avec le "décret de l'amnistie", l'appareil judiciaire au service des militaires fascistes tente à travers les tribunaux de surseoir aux causes présentes en faveur des disparus, c'est-à-dire faire disparaître les preuves légales des criminels du fascisme.

L'HEROIQUE GREVE DE LA FAIM DES FEMMES CHILIENNES JOUIT D'UN APPUI EXTRAORDINAIRE ET DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Les femmes et familles des prisonniers politiques disparus qui ont entamé une grève de la faim durant la deuxième moitié du mois de mai ont reçu un appui total de la part du peuple chilien. A cette grève se sont ajoutées plus de 150 personnes, qui se sont réunies dans différentes églises et sièges d'organisations internationales de la ville de Santiago.

Avec cette nouvelle manifestation, les femmes et les familles des disparus politiques tentent d'obliger les militaires à se prononcer à propos du sort que connaissent les personnes disparues, que,

jusqu'à ce jour, les autorités fascistes nient avoir détenues.

Dans une déclaration publique remise aux média d'information, les femmes et les familles des disparus ont précisé: "Nous sommes convaincus que de mettre notre vie en jeu est la méthode extrême qui démontre notre amour sans réserve pour les nôtres, et nous permettra d'atteindre la vérité." Aussi, ils rappellent dans cette déclaration que l'année dernière, lorsqu'ils organisèrent la première grève de la faim, le tyran Pinochet promit au Secrétaire Général des Nations Unies et à l'opinion publique internationale d'éclaircir un nombre déterminé de cas, et que, jusqu'à présent tout ceci est demeuré dans l'oubli.

Cette vaillante et décidée démonstration des femmes chiliennes a immédiatement eu une répercussion sur l'opinion publique internationale. Dans différentes villes d'Europe et d'Amérique ont été tenues des réunions d'appui, des manifestations devant les ambassades du gouvernement fasciste. De même, dans plus de 50 villes ont été réalisées des grèves de la faim dans lesquelles ont

participé les familles des disparus qui sont en exil.

NOUVELLES ENQUETES SUR LE CAS LETELIER

Suite aux déclarations faites par Michael Townley à la justice américaine, se sont accumulés toute une série d'autres faits contre les autorités fascistes chiliennes. C'est ainsi que le 17 mai sont arrivés de nouveau au Chili des agents du FBI qui antérieurement s'étaient chargés de ramener aux Etats-Unis Michael Townley.

Malgré l'hermétisme que maintiennent tant les agents américains que les tribunaux chiliens, il court que les policiers américains sont porteurs de nouvelles commissions rogatoires, et que l'une d'entre elles porte le nom de l'ex-général, ex-directeur de la DINA et aujourd'hui disparu mystérieusement, le sinistre Manuel Contreras Sepulveda.



Solidarité internationale

SUISSE

Le 7 mai, à Genève, un grand hommage était rendu à la mémoire de Julion Alvarez del Vayo à l'occasion du 3ème anniversaire de sa mort. Connu et respecté, combattant socialiste et républicain, il fut aussi le premier président du FRAP. Au cimetière de cette ville, étaient représentés les organisations espagnoles, la Convention Républicaine des Peuples d'Espagne, l'AOA, le FRAP, le PCE(M-L) et le CASPEL. De plus, ont assisté ou envoyé des messages le Front Polisario, le Front du Peuple du Chili, l'Association des étudiants latino-américains de Montpellier, le KPD(M-L) d'Allemagne, le Parti de Gauche de l'Arde, des étudiants antifascistes turcs et de nombreuses personnalités.

FRANCE

Paris: Le 11 mai, la *Radio-Libre C-100* a diffusé un programme de deux heures sur le Chili avec la participation de camarades du Front du Peuple du Chili, lesquels ont exprimé leurs pensées et opinions sur la situation politique actuelle au Chili, en donnant des informations sur les actions de la résistance de l'unité anti-fasciste qui se forge en particulier entre les camarades du PS(cnr) du PCR, du MAPU, de la JRR (3e Congrès), du MIR et du Front du Peuple. De plus, ils ont parlé des tâches de la solidarité internationale et des activités des exilés chiliens.

Mercredi le 17 mai, s'est tenue une séance d'information sur la lutte du peuple érythréen pour son indépendance nationale et contre l'intervention étrangère. Cette réunion fut organisée avec succès par le Front populaire de Libération de l'Erythrée avec la collaboration des camarades du Front du Peuple du Chili, lesquels ont apportés leur appui par un message combatif. Auparavant, s'était tenue une réunion entre les deux fronts au cours de laquelle les camarades érythréens ont largement informé les camarades du Front du Peuple sur la situation dans leur pays.

Vendredi le 26 mai, à la Cité universitaire, s'est tenu une rencontre de femmes anti-impérialistes organisée par les camarades du Collectif des femmes portoricaines, du Comité de

solidarité avec la lutte du peuple équatorien, le Groupe d'étude des femmes d'Ethiopie en France et du Front du Peuple du Chili, lesquelles ont présenté une intervention commune et cela d'un point de vue progressiste et révolutionnaire, sur le problème de la femme et son rapport avec la lutte sociale. En plus des salutations de nombreuses organisations, de la représentation artistique et du débat, chacun des groupes organisateurs a lu un exposé sur la lutte des femmes de leur pays respectifs. La rencontre s'est tenu sous le slogan: "Avançons dans notre double lutte!"

ALLEMAGNE

A la mi-mai, s'est tenu le premier congrès de la Rote Garde (Garde rouge) qui est l'organisation de la jeunesse du KPD(M-L). Dans la ville de Dusseldorf, s'est tenu un grand rassemblement de clôture, avec la participation de plus de 3,000 jeunes, auquel assistait un représentant du Chili, un camarade du Parti communiste révolutionnaire (PCR) qui a lu un message de salutations.

CANADA

Montreal: Le 30 avril, s'est tenu une grande manifestation internationaliste, organisée par le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) à laquelle ont participé ou envoyées des messages plus de 18 partis et organisations marxistes-léninistes ou mouvements de libération nationale. Représentant le Chili, un camarade du Parti communiste révolutionnaire y a assisté et y a lu un discours chaleureusement applaudi aux cris du slogan: "Le peuple armé ne sera jamais écrasé". Le camarade du PCR a aussi participé à la manifestation du Premier Mai, avec un important groupe de Chiliens.

Au début du mois de mai, ont été créés deux nouveaux comités du **Front du Peuple** du Chili, correspondant aux zones est et ouest du Canada. Ces deux comités renforceront sans doute le travail de solidarité avec le peuple chilien dans ce pays, en unissant ses forces avec le "Comité canadien d'appui à la Résistance chilienne".

* * *

**Pain, travail,
terre et liberté!**

Nouvelles latino-américaines

ARGENTINE

De par le monde, la **campagne de boycottage de la tenue de la mondiale de football en Argentine** redouble d'ardeur, ce championnat devant être organisé en ce mois de juin. Dernièrement les dénonciations, les activités de protestation, etc. se sont multipliées avec grande force, dans le but de boycotter la "Mondiale". Les dénonciations et les pressions contre la dictature argentine ont pris une importance spéciale, en regard au sort des milliers de prisonniers disparus. D'autre part, un vaste mouvement de **boycottage du XIII^e Congrès mondial de cancérologie en Argentine** qui se tiendra du 5 au 12 octobre à Buenos Aires, a commencé à être organisé par plusieurs centaines de cardiologues de divers pays.

BRESIL

Un mouvement gréviste gigantesque s'organise dans la principale zone industrielle du pays. Il a été entrepris par 20,000 travailleurs des industries automobiles Mercedes Benz, Ford, Saab Scania, etc. de la région de Sao Paulo. Par la suite, le mouvement s'est étendu à plus de 100,000 travailleurs d'entreprises de différents types et grandeurs de cette région.

Malgré les menaces patronales et gouvernementales quant au caractère illégal de la grève, les travailleurs n'ont pas cédé dans la lutte et leurs revendications. Au moment de mettre sous presse, nous sommes informés que certains entrepreneurs étaient disposés à céder devant la force qu'ont montré les ouvriers.

COLOMBIE

La Colombie vit dans un climat intense d'agitation sociale: grèves, débrayages nationaux, protestations de rue, scandales gouvernementaux, etc., tout ceci donne une idée de la situation dans ce pays. Le mouvement de masse répond en luttant contre l'approfondissement toujours croissant de l'exploitation et de l'oppression oligarchique et impérialiste. Pour leur part, les classes dominantes préparent la réalisation d'un nouveau cirque électoral, cette fois des élections présidentielles, par lesquelles ils prétendent freiner la lutte des masses. De nombreuses organisations populaires (syndicales, politiques, etc.) ont annoncé leur décision de mettre de l'avant l'abstention révolutionnaire. Parmi elles, on trouve l'Armée populaire de Libération (EPL) qui de plus a intensifié récemment son activité de guérilla. Le 19 mai dernier, environ 22 guérilleros de cette organisation ont séquestré

deux propriétaires fonciers pour lesquels ils ont exigé une rançon de 10 millions de pesos colombiens.

NICARAGUA

L'offensive populaire contre la dictature de Somoza se poursuit dans ce petit pays de l'Amérique centrale. Dans tout le pays, tout au long du mois de mai, se sont succédés des manifestations anti-gouvernementales et des affrontements armés entre le **Front sandaniste de Libération nationale** et la Garde nationale (police et l'armée à la fois), cela en particulier près de la frontière avec Costa Rica.

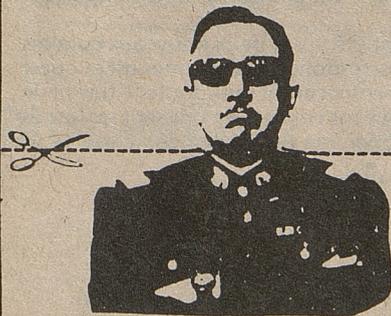
La résistance anti-Somoza a acquis durant le mois de mai une force spéciale dans les collèges secondaires, lesquels ont organisé une grève générale dans les villes de Leon, Masaya et Granada, où les étudiants ont occupé les collèges et sont descendus dans la rue. Pour sa part, la population d'Esteli a manifesté dans les rues, incendiant des usines et divers édifices, selon les dires des dépêches de presse.

PEROU

Répondant aux pressions du Fond monétaire international, la dictature militaire péruvienne a mis en marche un plan d'"austérité". C'est pour cette raison qu'elle a provoqué une hausse brutale des prix des articles de première nécessité (plus de 60%). La riposte populaire fut immédiate: le 16 mai, des grèves générales ou des débrayages partiels ont été décrétés dans les principales villes du pays, au cours desquels se sont produits de violents affrontements entre la population et les forces répressives, qui ont tué plusieurs personnes. A partir de ce moment, la lutte populaire s'est généralisée et s'étend à travers tout le pays.

Une grève générale de 48 heures a été décrétée par les centrales syndicales, malgré qu'elle ait été prohibée et déclarée illégale par les autorités gouvernementales, malgré les centaines de mesures de détention contre les dirigeants syndicaux et politiques d'opposition. Les plus violentes manifestations se sont produites lundi le 22 mai, au cours desquelles selon les chiffres officiels il y a eu dix morts parmi les manifestants, ce qui fit monter le chiffre global à 21 morts, toujours selon les mêmes sources. Après ce jour, le gouvernement a décrété l'Etat d'Urgence et le couvre-feu dans les principales villes du pays, tout en continuant les arrestations massives, y compris l'expulsion de 13 dirigeants d'opposition et syndicaux.

ABONNEZ-VOUS A "ANCHA"



Agence de Nouvelles antifascistes chiliennes
Publiée par la Branche extérieure du Front du Peuple
ANCHA paraît tous les mois en espagnol, en français, en
anglais, en allemand, et en italien

Nom _____
Adresse _____
Pays _____

Disponible de:

ANCHA
B.P. 59, Cedex 13
Paris 75623, France

Tarif d'abonnement:

En Europe: 1 an: 30 francs
abonnement d'appui: 50 francs ou plus
Ailleurs: 1 an: \$10.00
abonnement d'appui: \$15.00 ou plus
Prière d'envoyer tous les chèques
ou mandats postes à cette adresse
à l'ordre de **Bernard Guerrien**
(pas à ANCHA)

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le
Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles du:

Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne
B.P. 185, station Outremont,
Montréal, Québec, Canada
ou du: Centre national de Publications
B.P. 727, station Adelaide,
Toronto, Ontario, Canada

Les tarifs d'abonnement aux éditions française, espagnole ou anglaise
produites au Canada sont de \$4.00 pour un an. Prix par exemplaire: \$0.25.

Veuillez faire tous les chèques ou mandats postes envoyés aux adresses
susmentionnées à l'ordre du Comité canadien d'Appui à la Résistance
chilienne ou à l'ordre du Centre national de Publications, respectivement.

Prière d'indiquer clairement vos nom et adresse ainsi que la langue dans laquelle vous souhaitez recevoir le bulletin.